



RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF
PAYS: PBFMADAGASCAR
TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL SEMESTRIEL
DATE DE RAPPORT: 15 juin 2018

Titre du projet: Institutions Démocratiques, Intégrés, Représentatives et Crédibles Numéro Projet / MPTF Gateway: PBF/00101787	
Modalité de financement PBF: <input type="checkbox"/> IRF <input checked="" type="checkbox"/> PRF	Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"): <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire:
Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc): PNUD, HCDH, UNESCO Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux): Ministère de la Justice ; Ministère de la Communication et pour les Relations avec les Institutions (MCRI) ; Bureau Indépendant Anti-Corruption, (BIANCO) ; Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI) ; Service des Renseignements Financiers (SAMIFIN) ; Assemblée Nationale ; Sénat ; Commission Nationale Indépendante pour les Droits de l'Homme (CNIDH) ; Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM) ; Organisations de la Société Civile (OSC) ; Médias	
Date de début du projet¹: 01/09/2016 Durée du projet en mois :² 24	
Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF: <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire): PNUD : \$ 110 000 HCDH : \$ 450 000 UNESCO : \$ 450 000 : \$ Total: \$ 2 000 000 <i>*Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i> Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet: 1 en totalité	

¹ La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations récipiendaires.

² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

Préparation du rapport:

Rapport préparé par: Herizo Randriamampianina coordonnateur du projet IDIRC

Rapport approuvé par: Les agences PNUD, HCDH, UNESCO

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport:

Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport:

Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport:

Non

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET

1.1 Progrès global du projet actuellement

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en oeuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

La phase de mise en oeuvre et de suivi des activités est effective. Les réalisations sont à 70%. La majorité des actions sont en cours de mise en oeuvre, quelques-unes sont achevées. Le Pôle Anti-corruption (PAC) a été inauguré le 15 juin et est opérationnel; ses magistrats et greffiers ont été formés. La Commission de Réforme pour l'intégrité judiciaire est en place via un arrêté du MINJUS. Elle initie quelques projets de réformes. Un projet de loi pour la protection des témoins est en cours de rédaction.

La CNIDH est opérationnelle et a acquis sa notoriété au niveau national. Ses contributions sont significatives pour les dossiers importants dans la lutte contre la corruption et pour l'apaisement social dans la situation qui prévaut actuellement. La population utilise de manière accrue son droit d'accès aux documents administratifs et institutionnels : trois formations ont été réalisées, ainsi que la dotation en équipements de 15 centres.

Les OSCs et les médias mènent des interpellations et plaidoyers pertinents et responsables : 11 ateliers de formations (en journalisme d'investigation, techniques d'interpellation basées sur les évidences) ont été tenus. 2 numéros du magazine d'investigation indépendant Trandraka ont été publiés. La collaboration entre les Forces de Défense et de Sécurité et l'Ordre des Journalistes, est améliorée après les 3 table-rondes et des outils de collaboration sont en cours de finalisation. Une cartographie des radios de proximité est disponible

Compte tenu de la situation / besoins de transition politique / de consolidation de la paix / situation actuelle / récente dans le pays, le projet a-t-il été / est-il toujours **pertinent et bien placé** pour traiter les facteurs de conflit / sources potentielles de tensions? Veuillez illustrer concrètement. Si le projet est toujours en cours, des ajustements sont-ils nécessaires? (Limite de 1500 caractères)

Le projet reste pertinent. La situation de crise actuelle a été déclenchée par une suspicion de corruption pendant la vote des projets de lois organiques sur les élections à l'Assemblée Nationale. En effet, le renforcement en efficacité du système de lutte anti-corruption et la mise en place d'un réseau de parlementaires anti-corruption est plus que nécessaire.

La CNIDH constitue actuellement l'un des principaux piliers pour traiter les facteurs de conflit. En effet, la publication des communiqués objectifs et impartiaux sur la situation générale du pays pouvant affecter les droits de l'homme est perçue comme crédible par les parties prenantes ; ses recommandations sont plus que satisfaisantes comme pour le cas de l'annulation du dernier examen au sein de l'ENMG sur lequel la CNIDH a publié un communiqué suite aux plaintes pour pratiques corruptives qu'elle a reçues.

Comme les médias jouent un rôle clé dans la résolution des conflits et l'apaisement des tensions politiques, même si le projet a influencé les médias, certaines stations radios

attisent encore la haine et appellent aux conflits. Le besoin de renforcement de capacité des journalistes pour qu'ils mènent des interpellations responsables, notamment, en période électorale, s'avère ainsi nécessaire et crucial pour qu'ils appellent au calme. Par conséquent, il est proposé que le projet puisse appuyer deux sessions de formations des journalistes sur la prévention et traitement de conflits en période électorale

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

La stratégie de la BIANCO est de se rapprocher de la population du Sud du pays, en associant les volets de l'éducation/prévention avec l'investigation pour briser le silence face à la corruption.

Lutte contre l'impunité :

- La Commission de Réforme de l'Intégrité Judiciaire (CRIJ) a été mise en place à travers un arrêté de la MINJUS, il a développé un plan d'actions qui permet de tester et de proposer quelques projets innovants telles que l'évaluation par les justiciables des actions entreprises au niveau d'une juridiction. Le but étant de proposer des éléments concrets pour améliorer la qualité de services.
- un projet innovant de "culture d'excellence" a été entrepris pour engager les magistrats et personnels judiciaires à adopter dorénavant une bonne conduite dans l'administration judiciaire. La mise en œuvre se fait conjointement par la Direction de la Promotion de l'intégrité (DPI) du Ministère de la Justice et le Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI)

Le projet est également bénéfique pour arriver à un environnement pacifique puisqu'il traite des problématiques fondamentales facteurs des tensions et des conflits de société telles que la corruption, les faiblesses des institutions publiques, les dérives des médias, le non accès du public aux informations administratives. Ainsi, il est en adéquation avec les autres projets de consolidation de la paix dans le pays, notamment le Domaine 3 du PBF

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en œuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):
on track with significant peacebuilding results

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

Les appuis de la CNIDH et les campagnes d'éducation aux droits de l'homme, à la paix et à la citoyenneté sont axés sur les besoin réels de la population cible et les problématiques qui touchent la consolidation de la paix. La CNIDH consacre ses actions aux questions qui favorisent les conflits en facilitant le dialogue entre les parties prenantes pour apporter des solutions concrètes à ces problématiques comme le foncier, les exploitations minières, les actes de torture et de vindicte populaire.

Les interpellations et messages véhiculés par la CNIDH produisent l'effet d'apaisement escompté (communiqué sur son investigation relative au décès d'un enfant lors de la manifestation du 21 avril). Elle a donné un avis sur les projets de lois électorales et a spécifiquement recommandé la mise en place des structures de promotion et de défense de la démocratie et de l'Etat de droit, mais aussi de veille pour des élections crédibles et transparentes tels que le HCDDDED et la HCJ, recommandations qui ont été reprises par la HCC dans sa décision du 25 mai 2018.

Les sensibilisations dans les quartiers vulnérables aux conflits ont insisté sur des manifestations non violentes, un résultat tangible qui a pu être vérifié en comparaison à des crises et manifestations précédentes dans le pays

L'édition du magazine d'investigation *Trandraka* a permis de faire des interpellations responsables sur des sujets qui véhiculent les préoccupations et actualités au sein des populations

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

En termes de renforcement de capacités, les participants ont une très bonne appréciation car non seulement celles-ci étaient d'une importance capitale, mais elles ont également apporté des acquis considérables tant pour les responsables des centres de documentation et d'information, que pour les journalistes professionnels

Les citations suivantes attestent cela:

Citation1: Rabakovololona Hanta, Chef du Service du Centre de Documentation de la Banque Centrale:

" Les formations nous sont très utiles car en tant que responsable du centre de documentation, nous savons l'importance que ce centre a dans la prise de décision au sein des dirigeants. Cela nous a aussi permis de transmettre de façon pertinente les informations aux citoyens car c'est notre rôle"

Citation2: Ratsimbazafy Perle, journaliste à la radio catholique Tsiry Fianarantsoa:

"Cela fait huit ans maintenant que j'exerce le métier de journaliste, et c'est la première fois que je participe à une formation sur le journalisme d'investigation. Cela m'a beaucoup aidé dans la publication des faits véridiques et dans la collecte d'information auprès des sources. Cela m'a permis d'évoluer considérablement sur le plan professionnel"

Les OSCs des 06 provinces ont déclaré « être soulagées d'avoir la CNIDH comme voie de recours crédible pour les violations des droits de l'homme » et ont déclaré « pouvoir maintenant mener des sensibilisations adéquates envers la population et contribuer à diminuer les actes de vindictes populaires"

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

L'avancement global du projet est en bonne voie car les activités prévues ont été pour la plupart réalisées dans le délai défini dans le plan de travail, malgré quelques défis et obstacles. La période cyclonique et l'épidémie de la peste ont aussi ralenti quelques activités surtout dans le sud de Madagascar. Citons quelques exemples :

- Un des défis étant la mise en place de la première juridiction spécialisée pôles anti-corruption. Comme c'était un nouveau projet, la mise en œuvre de chaque étape de ce processus a pris du temps. Les rencontres et discussions en continues entre les parties prenantes ont permis d'arriver à l'inauguration du PAC d'Antananarivo.

Le défi était l'adhésion des patrons de presse au programme afin qu'ils autorisent les journalistes à participer aux formations sur l'investigation. Ainsi, la stratégie d'approche a dû être modifiée et des visites de courtoisie auprès des principaux patrons de presse ont été effectuées. Celles-ci ont permis d'impliquer les directeurs de publication et les rédacteurs en chef au projet

- Le non-décaissement du budget de la CNIDH a été un défi majeur car cela constituait un frein au plein fonctionnement de la Commission de même qu'à la pleine conformité de la Commission

aux Principes de Paris, et subséquemment à sa demande d'accréditation. Des actions de plaidoyer soutenues et à différents niveaux ont dû être menées impliquant notamment les membres du Comité de Pilotage afin de débloquent la situation de la CNIDH

Si l'évaluation de l'avancement du projet est en retard, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

La loi sur le recouvrement des avoirs (préalable pour le reste des activités du produit 1.2) n'a pas encore été adoptée en Parlement pour la cinquième fois. L'adoption de ce projet de loi est prévue pour cette première session parlementaire. La volonté politique est très limitée pour cette activité particulièrement sensible. La Coordinatrice du SNU a déjà évoqué ce blocage au plus haut niveau dans le cadre du Groupe de Dialogues Stratégiques (GDS) représenté par la Primature et les principaux Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Pour y faire face, le budget a été réaffecté à d'autres activités contribuant à des indicateurs plus pertinents

Veuillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

1 Rapports sur le taux de fréquentation des centres de documentation et d'information

2 rapports illustrés sur les formations sur le journalisme d'investigation

3 rapports illustrés sur les table-ronde entre journalistes et forces de l'ordre

4 coupon-réponse du public suite à la lecture du magazine Trandraka

5 lien u-tube du DVD volume 1 du projet

6 Formation des magistrats du PAC des investigateurs du BIANCO et des analystes du SAMIFIN

<http://www.mg.undp.org/content/madagascar/fr/home/presscenter/pressreleases/2018/05/14/formation-des-magistrats-du-p-le-anti-corruption-d-antananarivo-des-investigateurs-du-bianco-et-des-analystes-du-samifin-.html>

7 Echantillon d'une émission du parlement Feon'ny vahoaka (la voix du peuple)

8 Témoignage d'un jeune qui est membre du réseau de honnêteté et d'intégrité (RHI)

<http://www.mg.undp.org/content/madagascar/fr/home/presscenter/articles/2018/05/18/reseau-honn-tet-et-int-grit-les-jeunes-attirent-l-attention-sur-le-refus-de-la-corruption.html>

9 Album:

https://www.facebook.com/pg/pnudmada/photos/?tab=album&album_id=1967448399995218

10 Rapport d'activités de la CNIDH pour l'année 2017,

11 Illustrations et notes sur les activités IDIRC,

12 Communiqué sur les lois électorales,

13 Communiqué sur les événements du 21 avril 2018,

14 Communiqué sur l'examen à l'ENMG,

15 Communiqué prévention de la torture,

16 Rapports mensuels du HCDH.

17 Rapport du comité de suivi du projet

1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

Résultat 1: La lutte contre la corruption à Madagascar est renforcée en efficacité

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats:
on track with significant peacebuilding results

Résumé du progrès: Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

Il y a eu une avancée dans la mise en place des dispositifs prévus par la loi sur la corruption pour cette période. Le premier Pôle Anti-Corruption (PAC) a été inauguré le 15 juin 2018 grâce au dynamisme des différentes parties prenantes mais aussi l'appui significatif du projet. Des efforts conséquents sont en cours pour réduire l'impunité grâce à l'appui à l'efficacité des mécanismes de contrôle interne au niveau du Ministère de la justice (MINJUS) et récemment la mise en place de la Haute Cours de Justice. Cependant l'attente de l'adoption du projet de loi sur le recouvrement des avoirs qui est actuellement au niveau du parlement pourrait perturber l'efficacité du système dans son ensemble. Malgré ces efforts non négligeables le pays a reculé de 2 points sur l'indice de la perception de la corruption en 2017 par rapport à l'année 2016.

Produit 1.1 :

Pour cette période : les magistrats pour le premier PAC et la coordination nationale recrutés ; 25 magistrats, 16 investigateurs du BIANCO et 6 analystes du SAMIFIN (total 23 femmes et 24 hommes) formés par l'Ecole Nationale de la Magistrature de France et enfin le bâtiment du PAC d'Antananarivo réhabilités.

Produit 1.2 :

IDIRC accompagne particulièrement 3 projets du MINJUS axés sur le mécanisme d'intégrité du système judiciaire à savoir la promotion de la culture d'excellence dans les Cours d'Appel et Juridictions de Madagascar ; la rationalisation du système de prise de décision et de leur mise en œuvre au sein du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) et l'évaluation par les justiciables des actions entreprises au niveau d'une juridiction pilote mise en œuvre par la Commission de la Réforme de l'Intégrité Judiciaire (CRIJ). Cette commission est en place à travers un arrêté du MINJUS. Le Ministère de la Justice (MINJUS) a demandé de suspendre les activités suivantes : l'effectivité de l'exécution des peines grâce à la frappe des jugements ; la suite de l'informatisation judiciaire car sa mise en œuvre nécessite un temps plus long au-delà de la durée du projet. Le MINJUS a demandé à ce que le budget lié à ces deux (2) activités soit affecté au profit du PAC.

Produit 1.3 : Faisant suite à l'atelier d'échange entre les parties prenantes sur le mécanisme de protection des dénonciateurs en collaboration avec l'UNODC, actuellement, un comité technique finalise la rédaction du texte de loi sur la protection des témoins.

L'étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre est en cours. Les résultats serviront à orienter le cabinet de consultants dans l'élaboration des outils de

sensibilisation pour la prévention de ce fléau. A chaque étape du processus, un comité représenté par le cabinet de prestation, le BIANCO et le PNUD discute et valide les réalisations

Résultat 2: Le contrat social entre la population et l'Etat est renforcé, en améliorant la confiance et la redevabilité mutuelle, l'inclusivité et la transparence des organes de redevabilité malagasy

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats:
on track with significant peacebuilding results

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Depuis sa création en 2016 la CNIDH a gagné en notoriété. Ses interpellations et communiqués réalisés de manière objective ont apporté l'effet d'apaisement escompté. Elles contribuent d'une manière significative à bâtir une culture de tolérance, ce dans le respect des normes et standards internationaux relatifs aux droits humains. Elle a émis des avis non moindres sur les projets de lois électorales en vue d'éviter une nouvelle situation de crise et a spécifiquement recommandé la mise en place effective des structures de promotion et de défense de la démocratie et de l'Etat de droit, mais aussi de veille pour des élections crédibles et transparentes tels que le HCDDDED et la HCJ, recommandations qui ont été reprises par la HCC dans sa décision du 25 mai 2018

Les sensibilisations des parlementaires sur leurs rôles dans la promotion de la transparence et la lutte contre la corruption ont commencé depuis l'année dernière. Cette année, les différentes tendances de la chambre basse se sont mobilisées pour être plus redevables envers leurs électeurs en présentant les rapports.

Produit 2.1 :

La CNIDH est active et opérationnelle:

- 76 plaintes ont été reçues au cours de la période examinée et 05 descentes d'investigation sur terrain menées à Brickaville et Tamatave (accaparement de terres), à Ambohimahaso (exécution sommaires), à Antsakabary (tortures et vindicte populaire), à Fianarantsoa (représailles contre un défenseur des droits de l'homme) ;
- 07 communiqués de presse supplémentaires diffusés sur la situation des droits de l'homme;
- Au moins 03 réponses positives aux interpellations menées par la CNIDH dont l'annulation du dernier examen au sein de l'ENMG pour cause de pratiques corruptives, la poursuite des agents de police ayant perpétré des actes de torture et de violence à l'égard de la population d'Antsakabary, la reprise des recommandations de la CNIDH sur les lois électorales dans la décision de la HCC du 25 mai
- Décaissement effectif du budget de la CNIDH ayant permis de dépôt de la demande d'accréditation en février 2018.

Produit 2.2 :

10 émissions télé et radio de l'Assemblée Nationale et du Sénat sont produites et diffusées via la chaîne nationale permettant au public de comprendre les rôles et fonctions des élus ainsi que les informations qui se passent au niveau du parlement. Une mission des Parlementaires du réseau des Parlementaires Africains contre la corruption (APNAC) est en cours de préparation afin de renforcer les capacités du Parlement dans la lutte contre la corruption et pour la bonne gouvernance, base d'une consolidation de la paix

Une production de quatre émissions radiophoniques par zone au niveau des 15 zones d'intervention du PNUD et de l'UNESCO est en cours dans l'objectif de rétablir la confiance de la population envers les élus et parlementaires mais également en vue de véhiculer des messages transformateurs dans le domaine de paix, de redevabilité, de cohésion sociale au bénéfice de toute la population

Résultat 3: La population est plus résiliente et participe de façon responsable et informée à la gestion de la chose politique

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats:
on track with significant peacebuilding results

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Pour le Produit 3.1 :

29 responsables des centres de documentation et d'information de l'administration publique ont été formés sur le logiciel de gestion des bibliothèques (PMB) au mois d'avril 2018. Les statistiques sur la consultation des documents administratifs démontrent une hausse depuis la mise en œuvre du projet. L'indicateur de base défini a déjà été atteint en fin décembre 2017.

Pour le Produit 3.2. :

26 journalistes et professionnels des médias ont été formés au cours de la 3ème formation sur le journalisme d'investigation en mars 2018. Les articles sur la redevabilité des instances publiques et utilisation des finances publiques qu'ils sont en train de produire seront publiés dans le troisième numéro du magazine d'investigation *Trandraka* qui est attendu au mois de juillet 2018.

Dans le même produit, une 3ème table-ronde organisée par le projet entre les journalistes et les Forces de défense et de sécurité a été réalisée en avril 2018. Cela a permis de collecter les avis en vue de finaliser les deux outils de collaboration (guide de communication et protocole d'accord). L'amélioration de leur collaboration a été palpable lors des dernières manifestations publiques durant lesquelles les journalistes ont suivi les consignes de sécurité données par les Forces de défense en se tenant derrière eux lors des affrontements avec le public.

Produit 3.2. : Les OSC et les médias mènent des interpellations et plaidoyers pertinents et responsables

- Etudes préalables sur les problématiques réelles de chaque quartier et sur les besoins réels en sensibilisation menées avant la conduite de la deuxième vague de campagne d'éducation aux droits de l'homme, à la paix et à la citoyenneté dans les principaux terreaux fertiles de conflits à Antananarivo avec l'implication des principaux acteurs locaux dont les chefs fokontany et les animateurs locaux.

- 50 femmes animatrices ont été préalablement formées en vue de la mise en œuvre de cette campagne.

- 150 leaders d'associations dont 60 femmes et 50 journalistes y compris 20 femmes, issus des 06 provinces de Madagascar ont été formés sur les techniques d'interpellation basées sur les évidences. Des actions de plaidoyer et d'interpellation pertinentes menées par ces acteurs cibles dont les associations de jeunes qui ont interpellé les différentes parties prenantes à l'issue des événements du 21 avril, les exhortant, surtout les jeunes, à ne pas se laisser influencer par des manœuvres politiques et ont recommandé la mise en place d'un processus non-violent de règlement des conflits et l'organisation d'élections sereines et crédibles.

Résultat 4:

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **Please select one**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

1.3 Questions transversales

<p>Appropriation nationale: Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>(i) Malgré une certaine lenteur, le gouvernement a répondu positivement aux plaidoyers menés dans le cadre du projet, notamment en ce qui concerne l'inscription du budget de la CNIDH dans la loi de finances ainsi que le décaissement effectif dudit budget</p> <p>(ii) Le Gouvernement s'est impliqué dans toute la phase de préparation, de tenue et de suivi de chaque activité entamé dans le cadre de ce projet. C'est surtout les institutions clés telles que le BIANCO, le Ministères chargés de la sécurité nationale (Ministère de la Défense, Ministère de la Sécurité Publique et Secrétariat d'Etat à la Gendarmerie) ont toujours participé aux table-ronde organisés avec les journalistes. Pour chaque session, il y a eu une trentaine d'officiers généraux qui étaient présents contre une vingtaine de présence des médias (rédacteurs en chef et journalistes). Le Ministère de la Défense Nationale et le Ministre de la Sécurité publique ont été présents lors des deux premières sessions. de la défense qui ont été engagé notamment dans toutes les activités. Malgré cela quelques Ministères sectoriels montrent une certaine limite malgré leur engagement dans certaines activités sensibles. On note par exemple l'opérationnalisation du PAC qui a mis 1 an à se mettre en place bien qu'il est prévu dans le projet que le premier PAC serait mis en place au premier trimestre 2017.</p>
<p>Suivi: Le plan de S & E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le plan de S&E est sur la bonne voie pour certains indicateurs dont le projet est en charge. Les institutions bénéficiaires collaborent étroitement dans la collecte des données.</p> <p>Des ajustements ont été sollicités concernant le plan de S&E du projet, notamment concernant les indicateurs et restent encore à finaliser par le secrétariat technique du PBF et les agences récipiendaires</p> <p>Pour l'appui aux centres de documentations et d'information de l'administration publique, un suivi des statistiques des usagers est effectué tous les trois mois.</p>

	<p>Pour la consultation du magazine d'investigation, un compte Facebook et un compte email ont été créés pour recevoir les avis du public. En outre, un système de sms broadcast est en cours de mise en place pour collecter l'avis du public.</p>
<p>Évaluation: Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>le projet sera évalué vers mi juin 2018</p>
<p>Effets catalytiques (financiers): Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>La partie mise en œuvre par le PNUD a bénéficié d'un financement de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale de Madagascar (JICA). Le montant est de USD 22021.20 pour un projet de 3 mois sur la minimisation des risques de corruption dans le projet de développement du Port de Toamasina</p> <p>L'appui à l'endroit de la CNIDH a encouragé les autres parties prenantes à appuyer la Commission notamment l'Union Européenne qui a financé la participation de la CNIDH à la réunion annuelle du GANHRI et qui a doté la Commission en matériels informatiques et mobiliers de bureau à l'instar du Gouvernement Suisse. L'ambassade de France a également notifié sa disposition à apporter un appui financier pour le fonctionnement de la CNIDH si les conditions administratives requises pour la réception des fonds sont réunies. L'Association Francophone des Commissions Nationales de Droits de l'Homme a également financé la participation de la CNIDH à un atelier sur les droits de l'enfant à Abidjan en novembre 2017 ainsi qu'à une rencontre consacrée aux droits des personnes migrantes.</p>
<p>Effets catalytiques (non financiers): Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Dans le domaine des médias, le projet a permis d'établir une base de collaboration avec les Forces de défense et de sécurité qui rencontrent des conflits fréquents avec les journalistes. Le guide de communication et le protocole d'accord sont des outils pratiques pour améliorer d'une manière transparente les relations entre les Forces de défense et de sécurité et les journalistes.</p> <p>Le projet a eu un effet catalytique certain sur les différents acteurs qui ont également démontré la reconnaissance de l'importance et du rôle de cette Commission telle que l'Assemblée Nationale qui a sollicité la CNIDH à se prononcer sur des projets de loi ; ou à travers la sollicitation de l'intervention de la CNIDH à diverses manifestations y compris le Centre pour le contrôle démocratique des forces</p>

	armées (DCAF), le Comité international de la Croix Rouge (CICR) ainsi qu' Amnesty International, dont le Bureau Régional doit signer prochainement un protocole d'accord avec la CNIDH. Il en est de même pour la création de l'Alliance des INDH de la SADC, tout récemment créée, et dont Madagascar compte parmi les membres fondateurs.
<p>Stratégie de sortie / durabilité: Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>La stratégie de durabilité a été intégrée depuis la phase de démarrage du projet à travers notamment la mise en place d'un cadre institutionnel et structurel solide pour ce qui concerne la CNIDH et la documentation systématique des acquis. En ce qui concerne les actions d'éducation et de sensibilisation, un pool de jeunes formateurs spécialisés en droits de l'homme, composés de jeunes issus de différentes régions a été mis en place non seulement pour appuyer la mise en œuvre du projet mais également en vue de la pérennité de l'action à travers un transfert de compétences.</p> <p>Une mobilisation de fonds pour continuer l'édition du magazine d'investigation a été commencé. La stratégie adoptée a aussi été le renforcement de capacités pour les journalistes, les responsables des centres de documentation et les responsables des radios dans le Sud, afin qu'ils puissent devenir autonomes et capables de pérenniser les acquis à la fin du projet.</p>
<p>Prise de risques : Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>La coopération et l'implication du Comité de pilotage ont été priorisées pour la résolution des risques qui menaçaient l'atteinte des résultats.</p>
<p>Égalité entre les sexes : Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>L'activité sur l'élaboration des outils de communication et le diagnostic sur la Corruption Basée sur le Genre (CBG)</p>
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS: Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Résultat 1 La lutte contre la corruption à Madagascar est renforcée en efficacité	Indicateur 1.1 Proportion de la population malgache dont la perception sur la lutte contre la corruption est améliorée	3 Malgaches sur 4 affirmaient que la corruption avait augmentée en 2014 (afrobaromètre)			Les résultats des enquêtes ne sont pas encore disponibles	L'indice de perception de la corruption (IPC) montre que le pays a perdu 2 points d'indice par rapport à 2016 en 2017 respectivement 28/100 et 24/100. Cet indicateur est à prendre avec précaution: une augmentation de la démocratie et couverture médiatique, est souvent accompagné d'une baisse de l'IPC
	Indicateur 1.2 % de dossiers liés à la corruption qui aboutissent à une	0	A déterminer une fois le PAC en place		le premier PAC sera inauguré en juin 2018	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	soumission aux PACs					
	Indicateur 1.3					
Produit 1.1 Les institutions nationales de lutte contre la corruption, y compris la Justice, assurent leur mandat avec efficacité et intégrité	Indicateur 1.1.1 Nombre de PAC opérationnels	0	3	1	le premier PAC a été inauguré le 15 juin 2018	Selon les discussion avec le MINJUS un 2e PAC est prévue pour la région de Tamatave pour 2018
	Indicateur 1.1.2 Nombre de décisions communément prises lors des réunions de coordinations entre le BIANCO, CSI, SAMIFIN.	0	5	2	Cet indicateur évoluera en 2e semestre car le PAC a été rendu fonctionnel le 15 juin.	
Produit 1.2 L'impunité est réduite à travers le renforcement des mécanismes de contrôle interne de la	Indicateur 1.2.1 Operationalité de l'agence de recouvrement	non	effective	non	Le projet de loi sur les recouvrement des avoirs n'est pas encore adopté par l'Assemblée Nationale; la session ordinaire de l'AN sera cloturée le 30 juin.	
	Indicateur 1.2.2 Nombre de décisions ou mesures prises par	0		10	5 magistrats déjà traduits en Conseil de Discipline (CODIS), 3 en cours de procédures de traduction devant le CODIS, 2 ont comparus devant le	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Justice, le renforcement des capacités, des cadres légaux et institutionnels.	le CSM suite aux missions auprès des TPI				Conseil et 1 magistrat en complément d'enquête Amélioration de la gestion des carrières des magistrats; meilleure appropriation du nouvel outil de performance	
Produit 1.3 La population est habilitée à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption	Indicateur 1.3.1 Nombre de dénonciations de corruption faites à travers la ligne verte ou d'autres mécanismes disponibles au BIANCO	0	100 par mois	223/mois		
	Indicateur 1.3.2 Existence d'une stratégie gouvernementale ou d'un plan d'action pour aborder la corruption sexuelle	0	oui	En cours	La production d'une stratégie et des outils de sensibilisation sont en cours	
Résultat 2 Le contrat	Indicateur 2.1 Pourcentage de la				Les résultats des enquêtes ne sont pas encore disponibles	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
social entre la population et l'Etat est renforcé, en améliorant la confiance et redevabilité mutuelle, l'inclusivité et transparence des organes de redevabilité malagasy	population interrogée dans les zones cibles dans le Sud qui déclare avoir une confiance accrue dans l'Etat					
	Indicateur 2.2 Conformité de la CNIDH aux normes et standards internationaux, notamment aux principes de Paris.	non	oui	oui		
	Indicateur 2.3					
Produit 2.1 Les violations de droits de l'homme sont investiguées et dénoncées	Indicateur 2.1.1 Nombre de plaintes pertinentes de violations de droits de l'homme soumises à la CNIDH et qui reçoivent une réponse dans les	0	150	76		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	mois suivant la plainte					
	Indicateur 2.1.2 Inclusion (systématique) du budget nécessaire pour le fonctionnement du CNIDH	0	70%	100%	la valeur de cet indicateur est atteint pour 2017 et 2018	
Produit 2.2 La culture de la redevabilité des représentants politiques envers la population est renforcée	Indicateur 2.2.1 Pourcentage de Parlementaires déclarant connaître le code d'éthique et de déontologie	0	80%	ND	Activité pour 2e semestre 2018	
	Indicateur 2.2.2 Existence d'un chapitre GOPAC/APNAC	non	oui	non	Activité pour 2e semestre 2018	
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					
Résultat 3 Le population	Indicateur 3.1 Nombre de plaidoyers			7	2 en 2017 et 5 en 2018 - dont une association des jeune- Des OSC formés ont mené diverses actions	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
malgache est plus résiliente et participe de façon responsable et informée à la gestion de la chose politique	(responsables/professionnels) lancés par la Société Civile sur les questions touchant à la corruption, droits civiques, politiques.				d'interpellation que ce soit en matière de droits économiques, sociaux et culturels tels que les cas d'accaparement des terres et de représailles à l'encontre des défenseurs de droits humains.	
	Indicateur 3.2					
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1 La population utilise de manière accrue son droit à l'accès aux documents administratifs et institutionnels	Indicateur 3.1.1 Taux de consultation des documents publics dans les centres d'information et de documentation ciblés par le projet	0	2000	3125		
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2 Les OSC et les médias	Indicateur 3.2.1 nombre d'articles publiés par les	0	40	21	L'activité est à mi-parcours actuellement, il reste encore 2 numéros du magazine dans lesquels les 20	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
mènent des interpellations et plaidoyers pertinents et responsables	journalistes formés par le projet, sur les thématiques pertinentes à la consolidation de la paix.				articles restants seront publiés (en juillet et en décembre 2018)	
	Indicateur 3.2.2 Nombre de lecteurs qui consultent le journal d'investigation	0	12000	6000	L'activité est à mi-parcours, il reste encore deux numéros de magazine qui seront édités en juillet et décembre 2018 pour permettre d'atteindre la totalité de l'indicateur	Nombre d'exemplaires édités
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
	Indicateur 4.3					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET

2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *on track*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quel est le niveau global des dépenses par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: le budget total a été débloqué en une seule tranche le niveau des dépenses / engagement du projet est à \$ 1 426 349 soit 71 %

Quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante, si des tranches restent à payer:

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour: \$ 39 300 sont prévues dans le document de projet pour l'étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre et l'élaboration des outils de sensibilisation. Jusqu'à présent le PNUD a dépensé \$ 11175

Veillez remplir et joindre l'annexe A sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.